

des fusils à tous les citoyens du littoral du Pacifique et des Provinces maritimes. Le ministre a donné une réponse à ce sujet, au cours de la dernière session, et s'est engagé à voir si on ne peut pas faire quelque chose en ce genre, surtout dans la province du Pacifique. Je conviens que le ministre a donné une réponse détaillée mais nous manquons de fusils pour la population civile. Les Finlandais étaient prêts à se défendre, ils avaient des troupes de choc et grâce à la guerilla, ils ont tenu l'ennemi en échec pendant des mois, étant devenus experts dans le maniement du fusil. Le ministère de l'instruction publique doit faire donner aux frais des commissions scolaires, des exercices militaires à 50,000 élèves des écoles de l'Ontario. Ils recevront sans doute des fusils en miniature. Il faudra que la population s'éveille et adopte une politique nationale de maniement d'armes portatives, avant qu'il soit trop tard.

Au cours de la crise économique, il s'est produit une autre chose au sujet de laquelle le ministre a montré de la compréhension. Je veux parler du grand nombre de jeunes gens qui ont été emprisonnés pour avoir voyagé clandestinement sur les chemins de fer, en quête d'un emploi, et pour d'autres peccadilles. Nombre de ces jeunes ont échappé à la police, mais plusieurs ont été internés pour deux ans dans des maisons fédérales de détention. Si on faisait un relevé convenable, on pourrait admettre dans l'armée plusieurs de ceux qui ont été condamnés pour des délits peu importants. Certains, je le sais, s'y opposent. Je connais un commandant qui était l'un des meilleurs qui aient combattu en France. Cependant, il a été emprisonné pour des raisons d'ordre financier. J'ai écrit au ministre de la Justice à ce sujet en février dernier; il s'est montré bienveillant et devait faire une enquête. Il faudrait faire une enquête, obtenir les faits et former nos hommes en vue de la guerre, tant pour le service outre-mer que pour la défense du pays. Le ministre faciliterait aussi beaucoup le recrutement en accordant un congé à l'armée les jours comme le 17 mars, la fête du Saint-Nom, le 12 juillet, la fête de Saint-Georges, et apercevant mon honorable ami d'origine écossaise aux bancs des ministres, j'ajoute, la Saint-André. En ce grand jour du 30 novembre 1941, 29,000 spectateurs ont assisté, au stadium Varsity, à la partie entre les clubs Winnipeg et Ottawa. Il y avait, dans la procession du Saint-Nom, bon nombre de soldats en uniformes. C'était de la bonne publicité pour le recrutement. Je ne dirai rien du 12 juillet parce que, étant Irlandais, je suis trop modeste, mais j'espère qu'on tiendra compte de ces fêtes patriotiques dans les divers services, en donnant un congé aux soldats des corps situés près de nos villes importantes.

[M. Church.]

Bien qu'il soit irrégulier de discuter maintenant la question du plébiscite, le résultat du vote constitue une demande d'intensification de notre effort de guerre, sur terre, sur mer et dans les airs. Le Parlement devrait agir sans délai et tirer profit de ce vote et de ce programme de guerre de deux milliards de dollars en 1942. Les gens devraient être mieux renseignés sur notre effort de guerre. La critique n'est pas si acerbe au Canada qu'en Angleterre ou à Washington. Je ne partage pas l'avis de l'honorable député de Vancouver-Sud; nous ne sommes pas encore en mesure de faire quoi que soit dans le Pacifique dont nous avons perdu la maîtrise; nous y avons amélioré les bases de défense; il y a, en outre, le beau travail des commandos et d'autres améliorations. J'admets que c'est encourageant mais tant que nous n'aurons pas repris la maîtrise de la mer nous ne pourrions envoyer un corps expéditionnaire en Extrême-Orient. Notre pays doit se bien pénétrer du fait que la marine ne gagnera pas la guerre, pas plus qu'elle n'a vaincu Napoléon; l'aviation ne la gagnera pas non plus à elle seule, bien que le travail qu'elle accomplit soit magnifique et des plus importants. Tôt ou tard le Canada devra contribuer sa part à une lutte sur le continent européen de même qu'en Extrême-Orient, et j'espère que le jour n'est pas éloigné où nous serons prêts à cette fin, car l'attaque est encore la meilleure défense. De quels moyens de défense le Canada dispose-t-il en cas d'attaque soudaine? Comment les aérodromes de la Colombie-Britannique sont-ils protégés? Nous avons un commandement commun, le ministre nous en a dit un mot, mais tout se résume à la question de reprendre le temps perdu. Le fait que nos moyens de défense sont devenus insuffisants n'est imputable à aucun de ceux qui siègent en cette enceinte ou qui sont membres du cabinet, car toute notre population et le Parlement étaient unanimement en faveur du désarmement, du pacifisme, et de l'idée que nous serions défendus par les Etats-Unis. Quelles précautions avons-nous prises contre une attaque soudaine? Le ministre a fait quelques propositions à cet égard. A-t-on établi des priorités? Sans doute les premiers arrivés sont les premiers servis, mais, quand on ne possède que la moitié de ce qu'il faut pour défendre un pays, il faut qu'une partie du pays passe avant l'autre, nos deux côtes par exemple.

Tout le monde doit savoir que la faiblesse de nos moyens de défense était connue depuis longtemps. Nous savons ce qui nous est arrivé en Extrême-Orient; or la défense de l'Extrême-Orient était la défense du Canada. Je veux savoir pourquoi, lors de la conférence coloniale de 1937, le Canada a dit qu'il ne voulait prendre aucun engagement